

*Attribution de temps*

moins la présidence a dit: «Ça suffit comme ça, nous ne tolérerons pas cette absurdité.»

Si c'était la seule fois que le gouvernement avait décidé de recourir à la force de sa majorité sans tenir compte de la minorité ou d'exercer la tyrannie de la majorité, si vous préférez, je suppose que nous aurions pu nous dire: «Eh bien, il ne sait pas ce qu'il fait. Il ne comprend pas la démocratie parlementaire. Il ne comprend pas ce que gouverner veut dire dans un cadre démocratique.» Il s'agit maintenant d'une tendance. Cela arrive à maintes et maintes reprises. C'est évidemment la seule façon pour lui de faire adopter de mauvaises mesures législatives. De temps à autre, l'opposition officielle et le Nouveau Parti démocratique essaient d'améliorer le projet de loi et de le rendre aussi bon que possible. Nous n'en sommes pas toujours satisfaits, mais nous essayons de faire de notre mieux.

Le gouvernement a présenté une mesure législative qui a fondamentalement pour objet, je le répète, de supprimer le principe d'universalité, une chose que nous, Canadiens, avons lutté pour obtenir, une chose dont nous nous enorgueillissons sur la scène mondiale en disant: «Voilà ce que ça veut dire d'être Canadien. Peu importe qui vous êtes et ce que vous êtes, vous pourrez toucher un chèque de pension de vieillesse quand vous aurez 65 ans.» Or, le gouvernement actuel dit maintenant: «Eh bien, nous avons changé d'avis. Nous allons changer tout ça maintenant.» Ce n'est pas le genre de Canada que nous voulons voir.

Cela est arrivé à maintes et maintes reprises. Il a imposé la clôture du débat, bâillonné le Parlement, fermé le Parlement, et empêché les députés de parler. Ce n'est pas là la raison d'être de la démocratie parlementaire. Voilà pourquoi je dis que le gouvernement actuel affiche, jour après jour, un mépris pour le Parlement et pour ses principes, ses traditions et ses pratiques.

Je veux adresser ce matin un message bien clair au premier ministre. En ce qui concerne le Nouveau Parti démocratique, nous ne supporterons plus pareille chose. Pour que la Chambre fonctionne normalement, il faut le soutien de tous les partis, et il faut avoir la volonté de la faire fonctionner.

En terminant, je tiens tout simplement à prévenir ce matin le gouvernement que, s'il pense recourir à la force

de la clôture à l'avenir et prévoit d'agir de façon dictatoriale avec le Parlement, nous, de notre parti, ne le tolérerons pas. Nous userons de tous les innombrables moyens permettant à la Chambre de fonctionner avec efficacité et efficience. Si le gouvernement ne veut pas respecter les pratiques et les traditions de la démocratie parlementaire au Canada, je le préviens que nous ne coopérerons plus à l'avenir et qu'il ne réussira plus à faire adopter sans une lutte incroyable le genre de mesure au caractère mesquin et cruel dont nous sommes saisis aujourd'hui.

[Français]

**M. Douglas Young (Gloucester):** Madame la Présidente, participer dans ce débat est un peu pénible parce qu'on sait qu'il y a des Canadiens qui aimeraient entendre les gens à la Chambre des communes discuter du projet de loi; ils comprennent qu'il y a des implications extrêmement néfastes. Mais plutôt que de pouvoir discuter des éléments de la proposition gouvernementale qui sont néfastes, on se doit aujourd'hui de discuter du fait que le gouvernement ne va pas permettre un débat aussi ouvert, aussi complet qu'on devrait avoir.

[Traduction]

Les Canadiens ont de la difficulté à comprendre pourquoi le gouvernement tient tant à cette proposition. Il essaie de faire croire que ceux qui jugent la récupération inacceptable défendent l'indéfendable et qu'ils protègent les gens aux revenus élevés. Les Canadiens, et surtout les personnes âgées, savent qu'il faut débattre cette question. Ils ont compris depuis le début que ce projet de loi est une attaque contre un régime qualifié de dépôt sacré et que toute récupération, quel que soit le seuil, est le commencement de la fin.

• (1210)

Je trouve inquiétant que les personnes âgées, un des groupes de citoyens les mieux organisés du Canada, disent au gouvernement et aux députés de l'opposition qu'ils doivent débattre cette question et tirer au clair toutes les conséquences qui découleront de cette première lézarde dans la façade de l'universalité. Nous devons leur répondre que le gouvernement a décidé unilatéralement d'imposer la clôture, parce qu'il a plus de députés siégeant à votre droite, madame la Présidente, qu'il n'y en a à votre gauche.